

**Compte-rendu**

A Paris, le 19 juin 2024

# Alimentation : Les enjeux sanitaires et économiques actuels

## CSA « Alimentation » du 14 juin 2024

Ce comité social d'administration du réseau « Alimentation » (CSA Alim) était présidé alternativement par : Emmanuelle SOUBEYRAN, directrice générale adjointe de l'alimentation et Maud FAIPOUX, directrice générale de l'alimentation (DGAI) accompagné de leurs collaborateurs.

**FO Agriculture** était représentée par : BLOT Soizic, BOURDELEAU Anne-Marie, CLAVELIN Philippe, HOBENICHE Catherine, PINSON Mathieu et TOUZET Stéphane.

### SOMMAIRE

<b>Point sur la situation sanitaire et les mesures de gestion associées.....</b>	<b>3</b>
De quoi parle t-on ?.....	3
Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et Peste porcine africaine (PPA).....	3
Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) et Maladie hémorragique épizootique (MHE).....	3
Le débat.....	3
<b>Informations sur les risques liés à la fièvre hémorragique de Crimée-Congo (FHCC).....</b>	<b>4</b>
Mesures de protection pour les agents en surveillance vétérinaire.....	4
<b>Mise en œuvre de la police sanitaire unique (PSU) de l'alimentation.....</b>	<b>4</b>
De quoi parle t-on ?.....	4
Délégation et suivi des inspections.....	4
Clause de revoyure.....	4
Le débat.....	5
<b>Actualités des abattoirs.....</b>	<b>5</b>
De quoi parle t-on ?.....	5
Contexte économique.....	5
Cas particuliers.....	5
Impacts et besoin d'accompagnement.....	5
Réflexions et actions à engager.....	6
Débat.....	7
<b>Expérimentation du concours national à affectation locale (CNAL) en abattoir.....</b>	<b>7</b>
Objectifs et mise en œuvre.....	7
<b>Relance de l'animation nationale des processus (démarche qualité).....</b>	<b>7</b>

**Résumé :** Ce compte-rendu détaillé met en lumière les principaux points discutés lors du CSA Alimentation du 14 juin 2024, mettant l'accent sur les préoccupations sanitaires, les défis économiques des abattoirs, et les efforts continus pour renforcer la qualité et l'efficacité des inspections et délégations.

**Situation sanitaire :** La réunion a abordé les épidémies en cours, notamment l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et la Peste porcine africaine (PPA). La gestion de la crise inclut le recrutement de nouveaux postes et la préparation à la gestion de crise. Pour la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO), plus de 2000 cas ont été signalés sur le continent avec un nouveau variant détecté en Europe du Nord. La Maladie Hémorragique Épizootique (MHE) a touché 4 298 foyers en France. Des mesures de gestion, y compris la vaccination, sont en cours. **FO Agriculture** s'inquiète de la situation sanitaire en Europe et de la gestion des crises en région PACA. La mobilisation des ETP et l'attractivité des postes en crise ont été discutées.

**Fièvre hémorragique de Crimée-Congo (FHCC) :** Des mesures de protection pour les agents en surveillance vétérinaire ont été mises en place. **FO Agriculture** demande la déclaration systématique des morsures de tiques en accident de service.

**Police sanitaire unique (PSU) de l'alimentation :** Moins de 15% des inspections sont effectuées par les délégataires. **FO Agriculture** a soulevé des problèmes de gestion des alertes et une surcharge de travail. Des questions sur la supervision de Véritas et la qualité des rapports ont été posées.

**Actualités des abattoirs :** Les abattoirs font face à des problèmes économiques avec une baisse des volumes d'abattage et des coûts de production élevés. Des mesures d'aide et des audits sont proposés pour les abattoirs en difficulté. **FO Agriculture** appelle à la bienveillance dans l'application des mesures de restructuration à l'attention des agents.

**Expérimentation du concours national à affectation locale (CNAL) en abattoir :** Cette expérimentation vise à améliorer le recrutement et l'affectation locale dans les abattoirs. **FO Agriculture** soutient ce principe à condition qu'il ne remette pas en cause les statuts ni la formation initiale classique.

**Relance de l'animation nationale des processus (démarche qualité) :** Ce point a été reporté à la prochaine réunion.

[Voir la déclaration liminaire de \*\*FO Agriculture\*\*](#)

[« Défi et Engagement : Réalités et Revendications des Inspecteurs »](#)

# Point sur la situation sanitaire et les mesures de gestion associées

## De quoi parle t-on ?

### Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et Peste porcine africaine (PPA)

**Situation actuelle** : Discussion sur l'impact et la gestion des épidémies en cours.

#### Gestion de crise :

- **ETP de crise (équivalents temps plein)** : Six postes en cours de recrutement, fiche de poste en cours de définition.
- **Appui aux DDPP (directions départementales de la protection des populations)** :
  - En période normale : Préparation à la gestion de crise.
  - En période de crise : Gestion directe des crises.

### Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) et Maladie hémorragique épizootique (MHE)

#### Fièvre Catarrhale Ovine (FCO)

##### Cas cliniques 2023 :

- BTV8 : Environ 2000 cas sur le continent, aucun en Corse.
- BTV4 : 9 cas en Corse, aucun sur le continent.

**Foyers en Europe** : Pays-Bas (4 424), Royaume-Uni (73), Allemagne (44), Belgique (10).

## Le débat

**FO Agriculture** a exprimé plusieurs préoccupations lors de la réunion du CSA Alimentation. Elle a pris note de la situation sanitaire préoccupante aux Pays-Bas et en Allemagne et a demandé des éclaircissements sur les foyers au Royaume-Uni. Une question importante soulevée concernait la Peste Porcine Africaine (PPA) en région PACA, demandant des précisions sur la mobilisation des ETP en situation de crise et sur l'attractivité de ces postes, notamment en termes de primes.

La DGAL a expliqué que les agents hors crise sanitaire effectuent leurs missions dans leur région respective, mais en cas de crise, ils peuvent être déployés sur l'ensemble du territoire national. Le SRH a précisé que ce sont les IGAPS qui cotent les postes, ce qui a suscité des discussions sur la gestion des ressources humaines en période de crise. Les organisations syndicales ont également rappelé que cela fait des années qu'elles demandent une meilleure structuration et reconnaissance des postes liés à la gestion de crises.

### Nouveau variant BTV3 détecté en Europe du Nord.

**Vaccination** : Le vaccin actuel protège contre le variant BTV8-France 2023.

### Maladie Hémorragique Épizootique (MHE)

#### Situation au 10 mai 2024 :

- 4 298 foyers en France sur 20 départements depuis le 19 septembre.
- Suivi hebdomadaire des foyers et des zones régulées (ZR) et indemnes (ZI).
- Limitation des mouvements entre ZR et ZI.

#### Mesures de gestion à court terme :

- Rédaction et consultation des nouveaux arrêtés ministériels (AM) FCO.
- Maintien de zones régulées tant que BTV8 est présent.
- Vaccination dès la disponibilité du vaccin pour limiter la progression. Demande d'AMM en France pour créer un cordon sanitaire par la vaccination.

#### Mesures de gestion à moyen terme :

- Définition d'une stratégie vaccinale adaptée.
- Travaux sur une banque d'antigènes.
- Déploiement et gouvernance.
- Avis de l'ANSES sur les stratégies vaccinales.
- Présentation en CNOPSAV.

# Informations sur les risques liés à la fièvre hémorragique de Crimée-Congo (FHCC)

## Mesures de protection pour les agents en surveillance vétérinaire

### Communication et mise en place de mesures de protection spécifiques :

- Information des agents sur les risques associés.
- Formation et équipements de protection pour les agents en surveillance vétérinaire.

**FO Agriculture** a rappelé la nécessité de déclarer en accident de service toutes les morsures de tiques dans les zones infestées. Elle demande également une étude de tous les postes exposés aux projections et éclaboussures de sang dans les DUERP, ainsi que la description des mesures préventives. [Voir le communiqué de FO Agriculture du CSA exceptionnel FHCC.](#)

## Mise en œuvre de la police sanitaire unique (PSU) de l'alimentation

### De quoi parle t-on ?

#### Délégation et suivi des inspections

responsables de la délégation et du contrôle de la remise directe.

#### Réalisations :

- Moins de 15% des inspections effectuées par les délégataires.
- Suivi renforcé tous les deux mois avec présentation d'un plan d'action.
- Augmentation des contrôles par rapport à l'année précédente (triplement).

#### Systèmes d'information :

- Déploiement de Prélév Infos et PGI.
- Webinaires prévus pour les délégataires sur SUITES.

#### Clause de revoyure

**2024** : Ajustement des missions et des moyens pour le PLF 2025.

#### Recrutement :

- 2022 : 133 postes publiés, 126 pourvus.
- 2023 : 41 ETP notifiés, 385 ETP recrutés au total. Quelques postes restent vacants, efforts de recrutement en cours.

#### Audit et expertise CGAER :

- Maintien d'un pilotage transversal.
- Disponibilité des systèmes d'information.
- Étude d'impact sur les délégations SSA.
- Suivi des délégations de remise directe pour évaluer l'efficacité et identifier les difficultés.

#### Formation continue :

- Accessibilité accrue grâce à FORMCO.
- Formations spécifiques pour les agents

## Le débat

**FO Agriculture** a soulevé plusieurs points critiques lors de la réunion du CSA Alimentation. On retiendra en particulier une sous-estimation de la partie alimentation animale, particulièrement en ce qui concerne la gestion des alertes, décrite comme chronophage et rendue difficile par un outil inadapté, entraînant un volume de courriels ingérable.

Concernant la remise directe, les délégataires n'ont réalisé que 14 % des inspections prévues, avec des non-conformités fréquentes nécessitant une reprise des inspections par les agents des services, ce qui alourdit leur charge de travail. Avec l'accélération des inspections prévue pour le second semestre, il sera difficile pour les agents de suivre le rythme.

**FO Agriculture** a demandé un bilan de l'accréditation des délégataires, tout en soulevant des interrogations sur la revoyure et le chiffrage par type de mission. De sérieux doutes sont également exprimés au sujet de la supervision par Véritas et sur la transparence du rapport du CGAAER et l'étude d'impact des délégations, ainsi que sur la possibilité de réinternaliser certaines missions en raison de leur coût élevé.

La DGAL a répondu qu'un suivi régulier des délégations est en place avec des groupes de travail tous les deux mois, permettant de remonter des points de vigilance. Un bilan est prévu pour décembre, avec l'objectif d'augmenter le nombre de contrôles. La DGAL a affirmé que les refus de supervision par les délégataires ne sont pas acceptables et feront l'objet d'enquêtes. Malgré les difficultés de recrutement de contractuels, des formations spécifiques sont proposées, notamment pour éviter l'envoi d'agents non formés sur le terrain. Un point d'attention particulier est mis sur la remise en cause de Véritas. Les chiffres actualisés seront fournis aux représentants des personnels après le Comité de suivi (COSUI), et l'étude d'impact initiale sera complétée par la clause de revoyure.

## Actualités des abattoirs

### De quoi parle t-on ?

#### Contexte économique

##### Problèmes rencontrés :

- Augmentation des coûts d'élevage et de production.
- Baisse des volumes d'abattage, certains abattoirs travaillant sous leur seuil de rentabilité.
- Difficulté à répercuter la hausse des coûts sur les prix de vente.

#### Cas particuliers

**Abattoirs en difficulté** : Mention de plusieurs abattoirs spécifiques en difficulté ou fermés

**Nouveaux projets d'abattoirs** : Environ 15 projets en cours pour renforcer le maillage territorial.

#### Impacts et besoin

##### d'accompagnement

##### Mesures proposées :

- Diagnostic du maillage territorial.
- Audit individuel des abattoirs.
- Aides financières (PGE).
- Détection précoce des difficultés (inter-administratif).

#### Réflexions et actions à engager

**Nouveaux abattoirs de faible tonnage** : Réflexion sur leur modèle.

**Modèle de calcul des DO, réactivité et délai, organisation du travail des AO et VO.**

**Inspection post mortem différée** : Possibilité d'extension (>1000 UGB et >5% de tonnage).

**Redevance sanitaire d'abattage** : 1 ETP / j / 3 bovins.

### Le débat

**FO Agriculture** a exprimé ses préoccupations concernant les projets envisagés et leurs implications pour les agents en appelant la plus grande bienveillance dans l'application des mesures d'accompagnement des restructurations (reclassement, bilan de compétences, rupture conventionnelle, une disponibilité ou une retraite anticipée, mobilités...).

La DGAL souligne la complexité politique des périodes de fermeture d'abattoirs, mettant en évidence la pression pour rouvrir ces établissements rapidement.

## Expérimentation du concours national à affectation locale (CNAL) en abattoir

### Objectifs et mise en œuvre

**Expérimentation visant à améliorer le recrutement et l'affectation locale dans les abattoirs.**

L'administration présente ce dispositif calqué sur celui mis en place pour les recrutements SIVEP dans le cadre du BREXIT. **FO Agriculture** a rappelé qu'elle soutient depuis de nombreuses années ce principe dans la mesure où il ne remet en cause ni les statuts ni la formation initiale classique.

## Relance de l'animation nationale des processus (démarche qualité)

**Promotion et relance des processus qualité à l'échelle nationale :** Renforcement des pratiques et amélioration des standards dans les abattoirs et autres établissements. Point reporté à la prochaine réunion.

*L'équipe **FO Agriculture***



**Être solidaires et avancer ensemble**  
**Résister - Revendiquer - Reconquérir**

Suivez toute l'actualité sur notre site : [fo-agriculture.fr](http://fo-agriculture.fr)

